INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 8 novembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont progressé sur fond de repli des taux longs et de poursuite de l’affaiblissement du dollar. En baisse dans la matinée, le CAC 40 a gagné 0,39% à 6 441,50 points tandis que l’EuroStoxx50 s’est adjugé 0,78% à 3 737,79 points. Wall Street était également bien orienté, avec un Dow Jones progressant de 1,5% vers 17h30.
* Les Américains sont appelés aux urnes ce mardi pour ces élections qui vont décider de la majorité au Congrès pendant les deux prochaines années. Les démocrates devraient perdre le contrôle de la Chambre des représentants et ils risquent aussi de perdre celui du Sénat.
* Les investisseurs estiment que leurs résultats devraient avoir peu d'impact sur les marchés. " Cette année en particulier, il est peu probable que les élections américaines soient un moteur marginal des marchés, l'inflation, la Fed et, de plus en plus, les craintes de croissance et de récession, continuant d'être les principales forces motrices des marchés ", explique ainsi Natixis IM.
* Cette séance a été marquée par une baisse des taux longs. Le rendement du 10 ans américain recule de plus de 6 points à 4,15% et celui de son équivalent allemand, de 7 points à 2,275%.
* Le dollar a également continué de s'affaiblir. L'euro est repassé au-dessus de la parité à 1,007 dollar, en hausse de 0,51%.
* Les cryptomonnaies ont connu un trou d’air tôt ce matin et le Bitcoin perd 6% à 19 424 dollars en fin d'après-midi tandis que l’Ethereum recule de plus de 8% à 1 445 dollars. La baisse est encore plus prononcée pour les altcoins. Ce décrochage est intervenu dans le sillage de la chute du FTT, le token de la plateforme FTX. Cette forte baisse est intervenue quelques heures après que Changpeng Zhao, fondateur et PDG de Binance a indiqué que sa plateforme allait vendre l’ensemble de ses FTT. Ces cessions d’un montant supérieur à 500 millions de dollars devraient prendre plusieurs mois.

Le patron de Binance a pris cette décision alors que des rumeurs courent depuis plusieurs jours à propos de la solvabilité d'Alameda Research, dont les fonds qu'elle détient sont en majorité des FTT.

* Les cours du pétrole étaient pratiquement stables en fin de séance. Le cours du Brent grappillait 0,08% à 98,01 dollars après être tombé au plus bas à 96,76 dollars. L’or noir avait initialement souffert de la hausse des cas de Covid en Chine. Le brut s’est ensuite redressé en fin de journée alors que le dollar continuait de s’affaiblir. La devise américaine n’avait jamais autant perdu de terrain en 3 jours depuis mars 2020, selon les données Bloomberg.
* Le volume des ventes du commerce de détail corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,4% dans la zone euro et dans l’Union européenne en septembre par rapport à août 2022, selon les estimations d’Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Elles étaient anticipées en progression de 0,3%. En août 2022, le volume du commerce de détail est resté stable dans la zone euro et dans l’UE.
* D'après la fintech Sapiendo, plateforme spécialisée dans le domaine de la retraite, des inégalités impressionnantes et exceptionnelles hommes-femmes persistent au sein des pays de l’OCDE sur le sujet de la retraite. Les femmes touchent aujourd’hui en moyenne une pension inférieure de 40% à celle des hommes et cet écart est plus important en France que dans de nombreux autres pays de l’OCDE, tout en sachant qu'elles partent plus tard que les hommes à la retraite.

Les femmes touchent en moyenne une pension brute de droit direct (hors pension de réversion) de 1 159 euros par mois alors qu'elle est de 1 931 euros pour les hommes.

Valérie Batigne, fondatrice et dirigeante de Sapiendo : " Si l'on compare la situation des femmes françaises aux femmes des autres pays de l'OCDE, on constate qu'elles subissent un niveau d'inégalité supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE et on peut même dire que la France est de ce point de vue en queue de peloton ! "

L'écart moyen au sein de l'ensemble des pays de l'OCDE se situe à25,6% alors qu'en France il ressort à 32,5%. Cette étude prend en compte les pensions de retraite issues à la fois des systèmes de retraite par répartition et des systèmes de retraite par capitalisation. Beaucoup de pays font bien mieux que le France : Italie, Allemagne, Suisse, Espagne, Chili, Suède, Irlande, Norvège, Turquie, Grèce, Belgique, Portugal, Finlande, Canada, Pologne, Lettonie, Colombie, Lituanie, Slovénie, Australie, Hongrie, Islande, Tchéquie, République Tchèque, Danemark, Slovaquie, Estonie.

**SOCIETES**

* A Paris, le repli des taux longs a bénéficié aux valeurs technologiques, dont Capgemini et Dassault Systèmes. En revanche, Carrefour et Renault, qui ont présenté leur plan stratégique, ont fini dans le rouge.
* Carrefour, en repli de 1,75% à 16,28 euros, s'est affiché comme l'une des plus fortes baisses du CAC 40. Le groupe de distribution a dévoilé ce mardi son plan stratégique pour 2026. Les annonces pour les quatre années à venir ont notamment porté sur le retour en grâce du discount face à l'inflation, avec plus de marque propre, et moins de références. "Nos clients attendent de leurs distributeurs d’être à leurs côtés, a déclaré son PDG, Alexandre Bompard. Notre mission est de répondre à leurs fortes contraintes de pouvoir d’achat."

Carrefour mise avant tout sur la carte du petit prix en mettant davantage en lumière sa marque propre. " C'est une rupture majeure. Cela veut dire qu'un produit alimentaire sur deux que nous vendrons sera de marque Carrefour ", a déclaré le numéro un de l'entreprise,  Bompard, depuis le siège à Massy.

Les produits de marque Carrefour représenteront 40% des achats alimentaires en magasin en 2026 contre 25% en 2018. La marque premier prix Simpl a été cité par le dirigeant. "Nous continuerons à l'étendre", a-t-il souligné.

Au menu également, une réduction de 20% des références proposées en hypermarchés pour améliorer "la lisibilité des rayons, massifier les achats et simplifier les opérations".

Le groupe va donc augmenter ses investissements annuels à deux milliards d'euros (contre 1,7 milliard auparavant).

Le groupe Carrefour a par ailleurs annoncé le lancement à l'automne 2023 d'un magasin Atacadaõ en France, son enseigne brésilienne de vente en gros aux particuliers et aux commerçants, Alexandre Bompard décrivant l'enseigne comme la "meilleure solution anti-crise". Ce modèle de vente en gros volumes sur palettes est semblable à celui de Metro ou Costco, ouvert aux particuliers comme aux professionnels, mais sans la contrainte d'une carte ou d'un abonnement pour y faire ses courses. Un premier magasin sera testé en septembre 2023 en Ile-de-France.

Carrefour poursuivra par ailleurs le développement de son autre enseigne de discount Supeco, notamment en Espagne, pour atteindre 200 magasins au total à horizon 2026, soit 80 de plus qu'actuellement.

Dans le communiqué de présentation du "Carrefour 2026", publié avant une présentation aux investisseurs dans la journée, le premier distributeur européen a annoncé qu'il compte atteindre à horizon 2026 un double objectif de cash-flow libre net supérieur à 1,7 milliard d'euros et de quatre milliards d'euros d'économies de coûts.

* Renault (-3,30% à 30,62 euros) a fermé la marche du CAC 40, soit une position inverse à celle occupée hier en clôture (+ 3,77%). Les investisseurs doivent digérer les nombreuses informations dévoilées par le constructeur automobile français dans le cadre du troisième chapitre de son plan stratégique, Renaulution. Au-delà de la présentation - classique lors de cet exercice – des objectifs financiers, Renault a confirmé l’introduction en bourse de son activité de voitures électriques et annoncé la création d’un équipementier spécialisé dans les motorisations thermiques avec le chinois, Geely.

" Le plan Renaulution est autofinancé mais sera accéléré par des financements externes et des partenariats pour permettre l'accès aux chaînes de valeur clés, pour stimuler la croissance et l'innovation, tout en réduisant le besoin en capital " a expliqué Thierry Piéton, Directeur financier de Renault Group.

Renault Group s'appuiera désormais sur 5 business spécialisés sur les nouvelles chaînes de valeur : Power, Ampere, Alpine, Mobilize (captive financière) et The Future Is NEUTRAL (économie circulaire).

Ampere est un pure player électrique et software, dont l'introduction en bourse à Paris est envisagée au plus tôt au second semestre 2023. Renault cible une valorisation d'environ 10 milliards d'euros pour Ampere, affirmait avant le week-end Bloomberg.

Renault Group conservera une forte majorité et bénéficiera du soutien d'investisseurs stratégiques potentiels, y compris Qualcomm. Les groupes vont d'ailleurs renforcer leur collaboration dans le développement d'une architecture électronique centralisée dédiée à la future génération de véhicules du " Software-Defined Vehicle " ou véhicule défini autour du logiciel.

S'agissant de l'Alliance (Renault Group, Nissan, Mitsubishi Motors), un investissement de Nissan et de Mitsubishi Motors dans Ampere est en cours de discussions.

Ampere vise une production d'environ 1 million de véhicules électriques pour la marque Renault en 2031 contre 400 000 lors de sa création. La société devrait afficher taux de croissance annuel moyen de plus de 30% dans les 10 prochaines années. Le point mort au niveau de la marge opérationnel est attendu en 2025 et celle-ci devrait atteindre environ 10% en 2030.

Par ailleurs, Power, le coeur de métier traditionnel de Renault Group, continuera à développer des véhicules thermiques et hybrides innovants à faibles émissions sous les marques Renault, Dacia et Renault LCV.

Dans ce cadre, Renault combinera ses technologies de motorisations thermiques et hybrides (projet Horse) avec Geely pour créer un équipementier mondial de premier rang, détenu à parité. Dès le 1er jour, cette entité génèrera un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards d'euros avec un volume de 5 millions d'unités par an. Elle sera déconsolidé du périmètre Renault Group au second semestre 2023.

* Le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) a annoncé l'arrivée de Danone en tant que partenaire « de rang 2 » de l'événement, qui se tiendra dans la capitale à partir du 26 juillet 2024. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. Le groupe d'agroalimentaire devient le 22ème sponsor des futurs Jeux parisiens, rejoignant, parmi eux, Accor et FDJ.

Danone fournira un million de produits laitiers pour les athlètes olympiques et paralympiques tandis qu'un autre million de produits seront mis en vente dans les quelques six cents points de vente sur les sites et dans les villes hôtes. " L'ensemble du portefeuille va être activé, dont les marques les plus connues Actimel, Danone, Danette, Hipro et Alpro ", explique le groupe français, soucieux de promouvoir une alimentation responsable au côté de Paris 2024.

Partenaire des Jeux d'hiver d'Albertville en 1992 et de la Coupe du monde de football en 1998, Danone souhaite encourager ses 100 000 salariés à participer à plusieurs programmes développés par Paris 2024, dont le recrutement de 45 000 volontaires, le parcours de la flamme ou encore le marathon pour tous. La marque étudie également la possibilité de créer son team d'athlètes, comme beaucoup de partenaires de Paris 2024.  Ses premières campagnes de communication devraient intervenir début 2023.

* Lacroix a gagné 4,17% à 25 euros grâce au relèvement de ses objectifs 2022. Le fabricant d’équipements électroniques peut se permettre d’être plus optimiste après avoir connu un troisième trimestre particulièrement dynamique. Son chiffre d'affaires a bondi de 61,3%, à 178,1 millions d'euros. Une performance qui reflète une intensification de sa dynamique de croissance, après une progression de 29,4% au premier trimestre et de 36,2% au deuxième.

L'activité Electronics affiche en particulier une forte croissance : +92,1% à 135,4 millions d'euros, tirée par l'intégration de Firstronic d'une part, et une solide croissance de 29,2% à périmètre constant d'autre part. " Cette dernière bénéficie notamment d'une excellente performance des secteurs Automotive, Home & Building et Industrie, ainsi que la poursuite des répercussions de surcoûts liés aux composants " a précisé la société.

* Groupe spécialisé en tonnellerie et bouchage du vin, Oeneo (-3,45% à 14 euros) a clôturé parmi les plus fortes baisses du SRD. Sa croissance a ralenti au deuxième trimestre, « le ralentissement du pôle Bouchage s’avérant beaucoup plus brutal qu’attendu », observe Midcap Partners. Oeneo a réalisé sur cette période un chiffre d'affaires de 84,9 millions d'euros, en croissance de 4,3% (+2,7% à taux de change constant). Sur les trois premiers mois de l’exercice, les revenus avaient augmenté de 14,5%, dont 13,9% à taux de change constants.

Cette évolution trimestrielle porte le chiffre d'affaires du premier semestre 2022-2023 à 173,2 millions d'euros, en progression de 9,2% par rapport au premier semestre 2021-2022 (+8,2% à taux de change constant).

L'activité Bouchage a, quant à elle, ralenti en raison de vendanges plus précoces, de mises en bouteille moins importantes chez les clients (en rapport avec les faibles vendanges 2021) et de difficultés persistantes de la chaine logistique. La Division a réalisé au premier semestre un chiffre d'affaires de 118,9 millions d'euros, en croissance de 6,4% par rapport à 2021-2022. Malgré une base de comparaison très exigeante, cette performance constitue un nouveau record semestriel et reste toujours portée par le succès mondial des bouchons Diam dans un contexte pourtant moins favorable.

Sur ce trimestre, la performance a aussi été tirée par l'activité Elevage (tonnellerie) qui bénéficie toujours de la reprise des investissements des viticulteurs, après l'attentisme des dernières années, notamment aux Etats-Unis. Comme le pôle Bouchage, le pôle Elevage contribue positivement à la croissance et réalise un chiffre d'affaires semestriel le plus élevé de son histoire. Il a progressé de 16,1% à 54,3 millions d'euros, dont 12,6% à taux de change constants.

**ANALYSE**

La Banque centrale européenne a-t-elle raison de s’inquiéter des risques que fait peser la situation actuelle sur la stabilité financière ? Ou surjoue-t-elle la gravité de la menace, comme l'en accusent en privé les banquiers ? « On est payés pour avoir peur », répond sous forme de boutade un proche de la BCE. Mais au-delà des préoccupations que doit légitimement nourrir un superviseur, les banques la soupçonnent d'« ouvrir le parapluie » pour se couvrir en termes de responsabilité si un coup dur devait arriver.

Certes, la situation est difficile sur le front de l'inflation, qui malgré le resserrement de la politique monétaire n'a pas encore atteint son pic, et sur celui du PIB, que la récession menace de faire régresser. Mais les banques estiment être prêtes à affronter les bourrasques : elles ont largement provisionné et ont peu repris sur ces réserves pour ménager la suite, en France en particulier, et elles misent sur la hausse des taux pour prêter plus cher et à des marges plus élevées. Echaudées par les obligations prudentielles que, depuis la crise de 2008, le superviseur leur a imposées, et qui pénalisent déjà leur rentabilité, elles freinent des quatre fers lorsqu'il s'agit d'en rajouter. Et tant pis si l'on ne sait pas encore si la récession est inévitable, et encore moins combien elle risque de durer ou bien sa gravité.

S'il n'y avait que le risque d'une courte récession, les banques et la BCE pourraient peut-être s'entendre sur l'ampleur de la menace et les moyens de l'affronter. Mais derrière ce péril immédiat et absorbable, le régulateur en voit d'autres plus sérieux. Et s'il est le seul à les anticiper, c'est qu'ils sont liés à la trajectoire à venir de la politique monétaire. Car la remontée en cours des taux à marche forcée n'est qu'une première étape.

A Francfort, on est de plus en plus convaincu qu'elle sera suivie d'une phase de hausse des taux plus mesurée mais encore significative, combinée à une réduction de la taille de la Banque centrale. De quoi peser encore un peu plus sur l'activité de l'économie réelle, mais aussi sur celle de la sphère financière. Un cocktail explosif pour les bilans bancaires. Avec son lot de risques systémiques à la clé.

Car l'inquiétude de la Banque centrale cache un autre non-dit : ses avertissements sont généraux et non particuliers. Elle s'adresse à l'ensemble des établissements financiers sans pouvoir désigner les moutons noirs qui se cachent parmi eux. De quoi irriter les bons élèves, qui la voient évidemment comme trop zélée. Mais c'est oublier que ses propos visent en priorité les derniers de la classe, qui font potentiellement peser un risque sur le système tout entier.

**L’AGENDA DU 9 novembre 2022**

**16h00 aux Etats-Unis**
Stocks des grossistes en septembre

**16h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers